DIAL 2976

CHILI - *El Mercurio,* éternel conspirateur

Paul Walder

mardi 1er janvier 2008, mis en ligne par Dial

Cet article de Paul Walder, publié dans le journal chilien Punto Final *le 15 juin décrit l'empire de* El Mercurio, *le principal journal chilien. Il analyse les rapports qu'entretient ce consortium avec la fabrication de l'information, et la vision qu'il propose du Chili et de l'Amérique Latine. La traduction française a été publiée par le Réseau d'information et de solidarité avec l'Amérique latine (RISAL), le 5 octobre.*

Le consortium de *El Mercurio* qui se partage près de la moitié du marché des journaux dans le pays et pratiquement la totalité des quotidiens régionaux reçoit plus de 80% du total de l'investissement en publicité dans la presse écrite et, ce qui n'est pas un détail, contrôle l'agenda public.

El Mercurio possède sans aucun doute bien davantage de pouvoir que ce qu'en disent les données ci-dessus. Plus de cent ans d'histoire, des relations géologiquement profondes avec tous les secteurs du pouvoir : économique, politique, militaire et, évidemment, culturel. Un pouvoir, en langage gramscien, hégémonique qui, dans ses registres, a non seulement la capacité d'influer sur la réalité, mais aussi celle de la modeler et de la transformer en une vérité apparente et intéressée. Mais il existe une autre vérité, jamais publiée par ce média, une vérité qui surgit d'avoir poussé l'histoire jusqu'à ses extrêmes, avec des attitudes évidentes de sédition et de putschisme. Il existe aujourd'hui suffisamment d'information écrite, évidemment non publiée par *El Mercurio*, qui lie le propriétaire de cet organe, Agustín Edwards Eastman, au coup d'État de 1973.

Citons certains de ces antécédents pour dessiner le profil du journal qui se revendique aujourd'hui comme le gardien des valeurs, des bonnes mœurs et de l'échafaudage politique chilien. En 1970, le propriétaire et directeur de *El Mercurio* entreprit des démarches auprès de la Maison blanche pour que le gouvernement des États-Unis empêche l'arrivée au pouvoir du président élu, Salvador Allende. Si cette action échouait, le plan était de le renverser. *El Mercurio* reçut plus d'un million et demi de dollars de la Central Intelligence Agency (CIA) pour mettre le complot en marche. Les preuves de tels faits et d'autres sont décrites dans des documents publics tels que le rapport Church du Sénat des États-Unis, les mémoires de l'ex-secrétaire d'État états-unien Henry Kissinger, des documents déclassés de la CIA, des témoignages d'anciens hauts fonctionnaires du gouvernement de Richard Nixon ou différents travaux d'enquête journalistique.

Parler de *El Mercurio*, ce n'est pas simplement se référer au plus grand consortium chilien d'information, c'est aussi faire allusion à un réseau complexe à la trame obscure qui, non content d'avoir dessiné l'histoire s'efforce de la reproduire, de consolider cette histoire – qui est la structure du pouvoir – dans le présent et de la répéter pour le futur. Dans ce processus de reproduction, il n'y a rien de plus conservateur que le vernis libéral dont se couvre le journal. Une couche de modernité, de technologie, de mondialisation commerciale, qui cache les toiles d'araignée d'une structure oligarchique reliée aux mêmes pouvoirs qui la soutenaient il y a plus d'un siècle, peut-être deux.

C'est cela sa condition historique. Sa fonction quotidienne est de déterminer l'agenda public, d'imposer

des thèmes, d'en effacer d'autres, d'interpréter, de passer sous silence. Maintenir les équilibres politiques et économiques tels qu'ils ont été écrits durant les dernières années ou décennies, ou, selon les dires de cette oligarchie, comme cela a toujours été.

Faire pression sur le gouvernement

Il en a été ainsi auparavant, et cela existe aussi aujourd'hui. *El Mercurio* semble être inébranlable. Rien qu'au cours de l'année dernière, il a fait tomber deux ministres et empêché, jour après jour, le développement d'autres agendas, parmi lesquels celui du gouvernement. Le palais présidentiel de La Moneda a dû résoudre crise après crise, parmi lesquelles seule peut-être celle des étudiants, les cas de corruption et évidemment l'histoire du Transantiago, ne proviennent pas des intérêts des groupes de pouvoir en lien avec et consolidés par ce consortium. Les autres crises inscrites à l'agenda des médias – celle du gaz argentin, le conflit mapuche, l'insécurité urbaine, le vote chilien pour le Conseil de sécurité de l'ONU et la perception d'ingouvernabilité – répondent à des intentions bien déterminées. L'obsession contre le président vénézuélien Hugo Chávez est un thème et un fantasme ancestral à part.

On peut affirmer que *El Mercurio* intègre et condense tout l'imaginaire conservateur, aujourd'hui aussi néolibéral, qui émerge avec force dans notre histoire la plus récente depuis le coup d'État de 1973. Une idéologie qui se réinstalle et se renforce avec la dictature sous la forme des politiques de marché, qui, en 1990, franchissent le seuil de la démocratie en toute facilité. *El Mercurio*, qui était l'inspirateur et la sentinelle de ces politiques depuis le milieu des années 70, a été et est encore leur organe officiel. L'application et l'approfondissement de ces politiques sous la démocratie de même que leur mise en oeuvre durant la décennie précédente dans pratiquement tous les pays de la région ont consolidé le caractère « officiel » et « institutionnel » de El Mercurio non seulement en ce qui concerne ce qu'on appelle les réformes structurelles, mais aussi à l'égard d'un certain sens de la réalité, à l'égard – comme l'ont répété plusieurs gouvernants chiliens – d'une « vision du pays ». À part quelques aspects ponctuels relatifs à certaines politiques publiques et économiques, l'harmonie s'écoulait de La Moneda jusqu'à Santa Maria de Manquehue, siège de *El Mercurio*. Et vice-versa.

Par définition, le conservatisme ne change pas. Ce n'est pas dans sa nature. La plus grande pression de *El Mercurio* sur le gouvernement actuel comme son opposition ouverte aux relations extérieures du Chili avec des pays latino-américains considérés comme « populistes », à la tête desquels se trouve le Venezuela, ont mené à un tournant apparent dans la ligne éditoriale du journal. Un retournement, un changement en tout cas illusoire, dirions-nous : ce qui s'est transformé, c'est le cadre politique régional, avec d'évidentes influences au niveau interne. *El Mercurio* ne fait que soutenir la tradition, les intérêts, les richesses gagnées durant les décennies de politique de marché. Ce qui a primé pendant plus d'un siècle et durant les dernières décennies n'est rendu plus visible aujourd'hui que par contraste.

Les comparaisons hystériques entre le moment actuel et les moments antérieurs au coup d'État de 1973 faites par certains journalistes du quotidien et de nombreux lecteurs au travers des « lettres au directeur » n'expriment que le retour de vieux fantasmes de l'oligarchie nationale et régionale qui ont réinstallé en Amérique du Sud un climat de guerre froide. Ce sont des fantasmes soulevés par le même journal qui ont provoqué et organisé le coup d'État de 1973.

Créer un climat de terreur et de haine à partir de cette tribune est beaucoup plus facile aujourd'hui qu'il y a 34 ans. Le pouvoir de *El Mercurio* n'a pas de contrepoids : il n'y en a pas du côté des autres médias – le groupe Copesa, avec *La Tercera*, n'est qu'un concurrent commercial –, il n'existe pas de société civile pensante et organisée, il n'y a pas un haut taux de syndicalisation, le système des partis maintient le *statu quo* et les locataires de La Moneda préfèrent tout simplement pactiser car ce pouvoir leur fait peur. Le journal a un pouvoir qui déborde de la dimension purement médiatique et s'imbrique avec les autres pouvoirs, entre autres, le politique et l'État lui-même. Devant cette capacité, les gouvernements de la *Concertación*, ont abdiqué de manière systématique – ils ont été cooptés, comme le dit le sociologue Felipe Portales – devant le puissant réseau que forment les pouvoirs représentés par *El Mercurio*.

Le pouvoir économique

Il y a le pouvoir économique qui s'exprime à travers et par *El Mercurio*. Comme on le sait déjà, la presse écrite au Chili est partagée en parts plus ou moins égales entre les groupes El Mercurio et Copesa, consortiums qui totalisent, avec leurs différents produits, environ 99% du marché et de la diffusion. Il reste 1% pour *La Nación*.

Cette concentration de la diffusion acquiert une densité encore plus grande dans d'autres domaines. Dans la publicité de la presse écrite, qui représente environ 30% de l'investissement publicitaire total, il existe une distorsion évidente. Théoriquement, ces 30% devraient se répartir en parts plus ou moins égales entre les groupes *El Mercurio* et *Copesa* qui se partagent environ la moitié de la vente des journaux nationaux. Pourtant, un seul quotidien, *El Mercurio,* concentre plus de la moitié de la publicité en presse écrite. *La Tercera* suit avec à peine 15%. Par conséquent, il y a d'autres facteurs qui expliquent cette distorsion. Même s'il est probable que *El Mercurio* ait un lectorat plus nombreux et plus ciblé, qu'il remplisse d'autres exigences des annonceurs, aucun de ces éléments – en terme de marché – ne peut expliquer cette énorme différence. Il y aurait par conséquent un biais idéologique chez la classe entrepreneuriale.
Mais s'il existe un tel biais chez la classe entrepreneuriale, cela devient scandaleux quand il s'agit de l'État, aujourd'hui administré par la *Concertación*. D'après plusieurs sources, environ 70% des dépenses publiques en publicité ont été canalisées vers *El Mercurio*. Loin de chercher à mettre de l'ordre et à équilibrer ce marché, le secteur public contribue plutôt à sa distorsion. La cooptation soulignée par Portales est une des réponses.

Cette distorsion évidente des investissements publicitaires a une motivation idéologique, comme l'affirment les universitaires Osvaldo Corrales et Juan Sandoval dans leur étude *Concentración del mercado de los medios, pluralismo y libertad de expresión* (*Concentration du marché des médias, pluralisme et liberté d'expression*), publiée par l'Institut de la communication et l'image de l'Université du Chili. Le comportement de la presse et sa relation avec la grande entreprise – qui est le grand annonceur dans les médias – va plus loin que la notion traditionnelle d'oligopole, qui « n'est pas suffisante pour comprendre la façon dont le marché de la presse s'est structuré au Chili », disent les auteurs. Il faudrait, affirment-ils, incorporer un nouveau concept, celui de « monopole idéologique ».

Le monopole idéologique évoqué par les auteurs est une autre façon de se référer à la pensée unique qui est la symbiose entre le néolibéralisme économique et le conservatisme culturel. Les chefs d'entreprise, appuyés par l'industrie de la publicité, utilisent l'investissement publicitaire comme un outil pour renforcer les médias et les discours qui leur sont le plus proches, ceux qui renforcent le cadre qui favorise leurs affaires.

Le monopole idéologique opère sur différents terrains. Dans *El Mercurio*, on le trouve de façon évidente dans la ligne éditoriale. Mais il est incrusté aussi dans d'autres entités, telles que *El Mercurio* opina, País Digital, Fundación Paz Ciudadana et, de manière moins directe, dans l'Institut Libertad y Desarrollo. Grâce à ces institutions qui produisent information et opinion, le journal renforce sa ligne éditoriale et incorpore ses propres thèmes à l'agenda politique. Ces institutions, présentes non seulement dans les pages du quotidien du matin mais aussi dans le reste des médias ont été légitimées par le monde politique et le gouvernement. Non seulement en raison de la prétendue crédibilité de leurs informations et opinions mais parce qu'ils en font partie.

Paz Ciudadana (Paix citoyenne), qui, à travers les pages du quotidien, a un espace prioritaire, non seulement comme institution mais aussi dans ses thématiques, influence quotidiennement l'agenda national tout ce qui est des thèmes en lien avec la sécurité des citoyens. Un travail qui est imbriqué avec le gouvernement, car, sous la présidence d'Agustín Edwards, plusieurs figures de la *Concertación* font partie de sa direction : Sergio Bitar, président du *Partido Por la Democracia* (PPD, Parti pour la démocratie), personnage choyé de *El Mercurio,* la présidente de la Démocratie chrétienne, Soledad Alvear et les ex-ministres José Joaquin Brunner et Edmundo Perez Yoma. La légitimité de toute l'information produite par Paz Ciudadana a été ratifiée par la *Concertación*.

Dans **País Digital** (Pays digital), sous l'égide d'Agustín Edwards, comme dans les autres organisations,

figurent, du côté de la *Concertación* Sergio Bitar, Eduardo Bitrán, Fernando Flores, Alejandro Foxley, Andrés Navarro, Yasna Provoste, Francisco Vidal et Eugenio Tironi. Avec un moins grand nombre de pages au sein du quotidien, País digital est une fondation orientée vers le développement des technologies de l'information au Chili.

***El Mercurio* opina** (L'opinion du *Mercurio*) est l'entreprise de sondages de *El Mercurio.* Au moyen d'enquêtes d'opinion plus ou moins fréquentes, il produit une information qui est publiée comme « nouvelle ». *El Mercurio* est son propre producteur d'informations ; qui malgré l'évident biais idéologique et politique, déterminent l'agenda public et font réagir le gouvernement. Les principaux changements dans le gouvernement de Michelle Bachelet ont été réalisés après des sondages de *El Mercurio* opina. Le dernier – « 77% veulent que Lagos se présente personnellement devant la commission d'enquête » (du Transantiago) – publiée le dimanche 10 juin cherchait à pousser l'ex-président à faire une déposition devant la Commission politique à la Chambre. Les intentions sont par trop évidentes.

Libertad y Desarrollo (Liberté et Développement), n'est pas une fondation de *El Mercurio,* mais est liée à l'Unión Demócrata Independiente (UDI, Union démocrate indépendante) [1] et bénéficie d'un traitement et d'une couverture spéciale dans les pages du quotidien. Une grande partie de son information économique est évaluée et garantie par ce centre d'études qui a fini par devenir, comme Paz Ciudadana, une référence – apparemment impartiale – sur le devenir économique du pays. Le reste des médias, qui ne disposent pas de grandes usines de journalistes, rédacteurs et collaborateurs pour produire l'information politique et économique ont fini par cautionner l'Institut Libertad y Desarrollo, tout comme Paz Ciudadana, et reproduire ses opinions.

Sans tomber dans l'exagération, on peut dire que toute cette grande installation avec des liens dans le gouvernement et des relations avec tous les grands pouvoirs font pratiquement de *El Mercurio* l'unique producteur d'information politique du pays. Il crée l'agenda et le manie à son gré.

De même, il cherche à manipuler l'agenda au sujet de ce qui arrive en-dehors des frontières, un processus qu'il mène, soit individuellement, soit de façon coordonnée avec le Grupo de Diarios América (GDA), un organisme collégial formé par la presse la plus réactionnaire de la région. Il est probable cela dit que ce soit *El Mercurio*, avec le complot qui a débouché sur le coup d'Etat de 1973, qui soit à la tête de la réaction. Avec le quotidien d'Edwards, il y a *La Nación* d'Argentine, *O Globo* du Brésil, *El Tiempo* de Colombie, *La Nación* de Costa Rica, *El Comercio* de l'Équateur, *El Universal* du Mexique, *El Comercio* du Pérou, *El Nuevo Día* de Puerto Rico, *El País* d'Uruguay et *El Nacional* du Venezuela. Sa campagne la plus récente est le déploiement orchestré et simultané du 20 mai contre Hugo Chávez, qui est aujourd'hui le retour pour ces médias du fantôme de la guerre froide.

Telles sont les vérités de *El Mercurio*. Un monde très dur.

Dial – Diffusion d'information sur l'Amérique latine – D 2976.
– Traduction de l'espagnol par M. P. Cartuyvels pour le Réseau d'information et de solidarité avec l'Amérique latine (RISAL). Traduction revue par Dial à partir du texte original en espagnol.
– Source (français) : RISAL, 5 octobre 2007.
– Source originale : Punto Final, n°641, 15 juin 2007.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, le traducteur, l'une des sources françaises (le RISAL - http://risal.collectifs.net ou Dial - http://enligne.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] Le parti le plus à droite de l'échiquier politique – note DIAL.